le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 11 mars 2017 N° 432 PRIX : 0,60 Euro

Mali

Le pouvoir d'Ibrahim Boubacar Keita face à la grogne sociale

- **Sommaire au verso**

sommaire

Éditorial

Mali : Le pouvoir d'IBK face à la grogne sociale

Page 4
Sénégal : Règlement de compte entre politiciens rivaux et autres affaires de sou…

Pages 5-8
Côte d'Ivoire:
-Les riches et le gouvernement ne cèderont… que contraints et forcés

Pages 9
Tchad : Le cinéaste Saleh Mahamat Haroun à la mangeoire gouvernementale

Page10
Afrique de l'Est : Famine annoncée : hypocrisie des grandes puissances et rapacité des capitalistes

Page 12
Madagascar : Il y a 70 ans éclatait la rébellion

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex
Site internet:
www.uatci.org

Editorial

Mali

LE POUVOIR D'IBK FACE À LA GROGNE SOCIALE

Depuis le début de cette année, l'Etat malien est confronté à une vague de contestation sociale. De nombreuses grèves catégorielles (dont certaines ont duré plusieurs semaines) ont eu lieu, plus particulièrement dans le secteur public. Certains médias locaux parlent de « grogne sociale », *de* « grèves en cascade », *voire d'*« épidémie de grèves ».

Ce sont les magistrats qui ont commencé à cesser le travail le 9 janvier. Les deux syndicats de leur corporation ont appelé à une grève de sept jours pour obtenir notamment des augmentations de salaire, des primes ainsi qu'une révision de leurs statuts. Devant l'attitude méprisante du ministre de la Justice qui leur a répondu sèchement que l'Etat malien n'a pas les moyens de satisfaire leurs revendications, les magistrats ont durci leur mouvement en décrétant une « grève illimitée ».

Ensuite, cela a été le tour des Inspecteurs de travail, du 16 au 20 janvier sur l'ensemble du territoire pour exiger « l'application immédiate de tous les points d'accord du Protocole d'accord du 29 juillet 2011 » ainsi que le payement des primes et des indemnités pour eux et leurs assistants.

Le Syndicat national des greffiers (SYNAG) a aussi déposé un préavis de grève pour les 15 et 16 février 2017, suivi par le syndicat des travailleurs du ministère des Affaires étrangères et celui des fonctionnaires des Collectivités territoriales.

Depuis le 9 mars, c'est le personnel hospitalier du secteur public qui s'est mis en « grève illimitée ». Les trois grands hôpitaux de Bamako sont en cessation de travail (sauf les services d'urgence) de même que ceux des districts sanitaires de l'intérieur du pays. Les employés revendiquent de meilleures conditions de travail, du matériel pour les labos, des primes et des salaires décents. Rappelons que l'année dernière, il y a déjà eu plusieurs grèves dans les hôpitaux pour les mêmes motifs mais le gouvernement est resté sourd. Maintenant que la grève a repris, les autorités ont le culot d'accuser les grévistes de mettre la vie des patients en danger alors que ce sont elles qui sont responsables de la dégradation des soins dans les hôpitaux publics du fait de leur incapacité d'en assurer le bon fonctionnement !

Dans les villes et les localités du Nord du pays, les enseignants sont aussi en grève. Ils veulent que le gouvernement assure leur sécurité face à la menace qu'ils subissent

de la part des mouvements armés islamistes. Ceux-ci veulent les empêcher d'enseigner d'autres matières que le Coran. Les enseignants exigent aussi une prime de risque que le gouvernement leur refuse. Ils sont en effet livrés à eux-mêmes et doivent parcourir des kilomètres pour toucher leurs maigres salaires en allant dans les banques qui n'existent que dans les grandes villes. Plusieurs d'entre eux ont ainsi été victimes d'agressions de la part de bandits armés qui leur ont pris leur argent ou les produits achetés en ville. Ils ont par conséquent décidé de ne pas reprendre les cours tant que le gouvernement n'aura pas répondu favorablement à leurs exigences. Là aussi, le gouvernement a tenté d'opposer les enseignants grévistes aux parents et aux élèves, mais en vain.

Ces quelques grèves qui ont commencé depuis le début de cette année en annoncent-elles d'autres ? Ce n'est pas impossible car la majorité des petits salariés du public comme du privé n'en peuvent plus de se serrer la ceinture devant la hausse incessante des prix de produits de première nécessité alors que leurs maigres salaires sont bloqués. Cela dure depuis des années et devient de plus en plus insupportable.

L'année dernière, le gouvernement a déjà reçu un coup de semonce. À l'appel de la Confédération syndicale des travailleurs du Mali (CSTM), une grève générale de 48 heures a eu lieu le 21 et 22 mars pour réclamer des augmentations de salaires, entre autres. Elle a été largement suivie. Par la suite, il y a eu certes des concertations entre le pouvoir et les directions syndicales mais la majeure partie des revendications n'a pas été satisfaite.

Hier comme aujourd'hui, la réponse du gouvernement est toujours la même : il n'y a pas d'argent dans ses caisses pour répondre favorablement aux revendications. Cela ne l'a toutefois pas empêché de dépenser plusieurs dizaines de milliards de CFA dans le recrutement de plusieurs milliers de soldats, et dans l'achat de matériel militaire flambant neuf afin de renforcer l'armée. Où a-t-il trouvé ces autres milliards pour créer les « nouvelles autorités intérimaires régionales » *qui ne sont rien d'autres que des postes de sinécures destinés à satisfaire l'appétit des signataires des* « accords de paix » *dans le Nord du Mali ? Combien a coûté le nouvel avion présidentiel que s'est offert IBK dès le début de son mandat pour satisfaire ses caprices ? L'ancien avion de son prédécesseur ATT était pourtant toujours en fonction mais pas assez luxueux à son goût.*

Il est devenu presque de notoriété publique que l'activité principale du clan d'IBK au pouvoir est de s'enrichir en mettant la main sur les deniers publics. Le président a placé les siens (à commencer par sa propre famille) dans les postes clé de l'appareil d'Etat, là où l'accès à l'argent public est le plus avantageux. Le népotisme et le clientélisme ont atteint un tel degré que de nombreux Maliens ont surnommé IBK « Monsieur ma famille d'abord » !

Face à la contestation sociale qui risque de mettre à mal son pouvoir, IBK essaie de détourner l'attention de la population en entonnant le clairon du patriotisme face à ceux qui au Nord ou au centre menaceraient l'unité nationale. Il se déclare aussi le champion de la « lutte contre le terrorisme», mais force est de constater que le seul recours qu'il a, c'est de compter sur la protection de l'impérialisme Français. D'ailleurs, il n'a tenu jusqu'ici au pouvoir que par la bonne grâce de François Hollande.

Les travailleurs ne doivent pas se laisser entrainer dans le piège patriotique tendu par IBK ou d'autres politiciens qui attendent leur tour pour se hisser au pouvoir. Leurs premiers ennemis ce sont d'abord ceux qui dirigent le pouvoir à Bamako. Ce sont ces derniers qui bloquent les salaires dans la Fonction publique tout en pillant les caisses de l'Etat. Ce sont ces gens-là qui servent la soupe aux capitalistes qui exploi-

tent les travailleurs et les petits paysans. Les travailleurs du secteur public et du privé ont les mêmes intérêts et c'est la main dans la main qu'ils devraient avancer pour améliorer leurs conditions d'existence.

Sénégal

RÈGLEMENT DE COMPTE ENTRE POLITICIENS RIVAUX ET AUTRES AFFAIRES DE SOU … UNE VIELLE PRATIQUE

Le 7 mars dernier, le maire de Dakar, Khalifa Sall et cinq de ces proches collaborateurs ont été arrêtés et mis en détention à la prison de Rebeuss, à Dakar. Ils sont accusés d' « *escroquerie portant sur des fonds publics* », « *détournement de deniers publics* », « *blanchiment de capitaux* », « *association de malfaiteurs* », « *complicité de faux dans des documents administratifs* », etc. Selon le gouvernement, une somme de 1,83 milliard de francs CFA (plus de 2,7 millions d'euros) aurait été subtilisée par ces messieurs entre 2011 et 2015.

Les partisans du maire écroué crient au complot politique. Ils accusent le pouvoir actuel de vouloir salir l'image du maire qui envisageait de se présenter à l'élection présidentielle de février 2019, contre l'actuel président.

Rappelons que ce n'est pas la première fois qu'un président en exercice au Sénégal emprisonne son rival potentiel pour avoir la voie libre devant lui. Senghor avait déjà inauguré ce procédé en faisant emprisonner (avec l'appui de la France) son rival Mamadou Dia le 18 décembre 1962 alors que celui-ci occupait le poste de président du Conseil. Il a été condamné à perpétuité avec quatre de ses ministres. Ce n'est qu'en avril 1976 qu'ils sont libérés suite à une grâce présidentiel. Un mois plus tard, Senghor met fin au règne du parti unique en limitant cependant le nombre de partis autorisés à trois.

Son successeur, Abdou Diouf, n'avait pas hésité à mettre son rival d'alors, Abdou-Laye Wade en prison lorsque celui-ci était

Senghor et Mamadou Dia, avant l'éviction de ce dernier le 18 décembre 1962

devenu un rival sérieux. C'est ainsi que le 15 mai 1993, Abdoulaye Wade et trois membres de son parti sont arrêtés suite à l'assassinat de Babacar Sèye, alors vice-président du Conseil constitutionnel.

Abdoulaye Wade, une fois au pouvoir en a fait de même en accusant son Premier ministre et « *dauphin* » présumé, Idrissa Seck, de détournement de fonds en 2005 alors qu'il se préparait à concurrencer son mentor Wade pour l'élection présidentielle prévue pour 2007.

Macky Sall, une fois élu à la présidence après Abdoulaye Wade, n'a pas dérogé à ces pratiques. C'est ainsi qu'il s'est débarrassé de Karim Wade (le fils de l'ancien président) en l'envoyant en prison en avril 2015 pour motif d'enrichissement illicite. Il a été gracié par ce même Macky Sall en juin 2016 et est allé se réfugier quelque part dans les émirats pétroliers du Golfe.

Aujourd'hui c'est le tour de Khalifa Sall d'être sous les verrous. Le pouvoir lui a trouvé des poux car il commençait à devenir un rival sérieux pour la prochaine élection que Macky Sall voudrait gagner pour la deuxi xième fois. Il sera probablement gracié comme Karim Wade une fois qu'il cessera d'être un rival pour l'actuel président. Comme quoi, il n'y a rien de nouveau sous le soleil du Sénégal.

Côte d'Ivoire

LES RICHES ET LE GOUVERNEMENT NE CÈDERONT AUX REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS QUE CONTRAINTS ET FORCÉS

Le 27 février, c'était le dernier délai accordé au gouvernement par les fonctionnaires, pour mettre en application les revendications déjà acquises de hautes luttes lors de la grève du mois de janvier et aussi pour concrétiser celles qui étaient encore restées en cours de négociation. Cette date butoir est arrivée à échéance sans que les fonctionnaires aient eu satisfaction. Le piège que beaucoup de grévistes craignaient dès le départ, quand les dirigeants syndicaux ont mis fin à la grève, s'est finalement avéré exact. Le gouvernement avait demandé une « trêve » aux fonctionnaires grévistes dans le seul but de les démobiliser et de lancer sa contre-attaque.

Rappelons que les fonctionnaires ont engagé une grève dès le mois de novembre 2016. Ils ont par la suite repris le travail pour se remettre en grève durant trois semaines en janvier. Ils exigent entre autres, le paiement des arriérés de salaire et l'abrogation de la réforme scélérate portant sur leur retraite.

Le 7 mars, après la date buttoir, le gouvernement et les syndicats se sont rencontrés mais rien d'intéressant n'en est sorti pour les travailleurs. Non seulement le gouvernement n'entend plus discuter des revendications majeures des fonctionnaires mais il veut par-dessus le marché que les dirigeants des centrales syndicales s'engagent à mettre fin au mouvement des fonctionnaires et décident d'une « *trêve sociale* » sur le dos des grévistes.

Les dirigeants politiques qui se succèdent à la tête du gouvernement se comportent comme n'importe quel capitaliste envers ses employés. Ils rusent et font tout pour casser la grève. Ce n'est pas nouveau.

C'est ainsi qu'en 1988, Houphouët Boigny, sous la pression des fonctionnaires en grève, avait fini par promettre une révision des salaires … lorsque la « conjoncture » la lui permettra. Ce fut le même cinéma sous Gbagbo, lors de la grève de 2007, puis celle de 2009. Gbagbo avait appris la façon de Houphouët Boigny de duper les fonctionnaires : sur le papier il a accordé l'augmentation, mais rien dans les faits. Le prétexte avancé a été le refus du FMI (Fonds monétaire international) d'autoriser à l'État ivoirien le droit d'augmenter les salaires dans la Fonction publique. Il s'était plié au dictat du FMI pour faire supporter aux salariés de la Fonction publique une cure d'austérité supplémentaire, mais en réalité, lui-même ne voulait rien céder aux grévistes.

C'est ainsi que le niveau de vie des petits fonctionnaires avait subi une baisse catastrophique. Durant 27 ans, de 1988 à 2014, ils n'avaient perçu aucune augmentation de salaire et pourtant cela leur a été promis plus d'une fois. C'est donc tout à fait légitime qu'ils réclament aujourd'hui le paiement des arriérés qui leur sont dus. Cela représente un total de 249 milliards de Francs Cfa, mais le gouvernement refuse d'honorer cette dette sous prétexte que les fonctionnaires y auraient eux-mêmes « re-

noncé» Qu'il ne s'étonne pas ensuite que les fonctionnaires soient en colère car ils en ont mare des entourloupes !

Une Assemblée Générale de l'ensemble des organisations des fonctionnaires devait se tenir le 10 mars à l'université de Cocody pour décider ensemble de la suite à donner. Mais voilà que la veille de cette rencontre, les organisateurs sont informés que la salle où devait se tenir cette rencontre leur a été refusée. Du coup, ce sont des AG éclatées sur tout le territoire qui a ont été décidées dans la précipitation. Ce qui rend plus difficile la coordination des actions à mener. C'est encore un bâton de plus pour affaiblir le mouvement gréviste.

Il est clair que les fonctionnaires mécontents n'obtiendront rien sans engager une lutte de plus grande envergure. Les soldats, eux, ont jusque-là réussi à faire plier le gouvernement en le menaçant directement avec leur artillerie. Les fonctionnaires, de leur côté, n'ont que l'arme de la grève pour imposer leurs revendications. Le mouvement de grève de trois semaines en janvier a secoué le gouvernement mais il faudrait une mobilisation plus grande pour le faire vraiment plier.

Si le mouvement gréviste se limite à la seule fermeture des hôpitaux et des écoles publics par exemple, cela ne gêne pas trop les dirigeants politiques et les riches étant donné qu'eux-mêmes, leurs enfants et leurs familles ne les fréquentent pas. Ils disposent d'assez de moyens pour aller ailleurs. Quant au blocage de l'administration, ils s'en moquent également tant que les affaires des capitalistes ne sont pas perturbées. Ainsi, lors de la grève du mois de janvier, le gouvernement n'avait commencé à négocier qu'au bout de la 3ème semaine de grève, seulement quand le port d'Abidjan commençait à être perturbé et que les conséquences sur l'économie capitaliste ont commencé à se faire sentir. Ce qui veut dire que les fonctionnaires disposent des moyens de faire mal au gouvernement et aux capitalistes pour les faire plier.

Ces moyens seront encore plus efficaces si les travailleurs du secteur privé se joignaient à leurs frères du secteur public pour revendiquer ensemble des améliorations dans les conditions d'existence. Tous les travailleurs sont victimes des bas salaires et de l'augmentation du coût de la vie. Il est donc vital pour leurs intérêts communs qu'ils se donnent les moyens d'agir ensemble, de formuler leurs revendications et de coordonner les luttes. Ils font partie du même monde du travail qui souffre alors que c'est grâce à eux que la machine administrative et l'économie tournent. D'ailleurs, quel fonctionnaire n'a pas au moins un membre de sa famille qui ne se fait exploiter par un capitaliste ?

Ce qui manque aujourd'hui aux travailleurs, c'est la conscience qu'ensemble, travailleurs du privé ou du public : infirmier, enseignant, balayeur, technicien, machiniste, manœuvre, employé de bureau, ouvrier, chauffeur, maçon, docker, constituent une même force sociale, celle de la grande famille des travailleurs. Unis dans la lutte, ils constituent une force colossale capable de changer beaucoup de chose.

Côte d'Ivoire

NON À L'EMPRISONNEMENT DES JOURNALISTES !

Dans le courant du mois de février, six journalistes ont été emprisonnés pour leur reportage sur la mutinerie des ''*Forces spéciales*'' d'Adiaké. Les responsables gouvernementaux les accusent de divulgation de ''*fausses informations*'' de nature, disent-ils, à inciter les militaires à la révolte.

Dans les faits, cette unité d'élite basée à Adiaké étaient entrées en mutinerie du

7 au 8 février à la suite des militaires de Bouaké qui avaient obtenu 12 millions du gouvernement après une mutinerie au début du mois de janvier.

Après avoir occupé la ville et donné un ultimatum de deux jours à leur hiérarchie pour satisfaire leur revendication, les mutins d'Adiaké ont fini par regagner leur caserne. Mais le gouvernement a affirmé n'avoir rien cédé. Cependant les journalistes ont écrit qu'il y a eu accord et que les militaires avaient commencé à passer à la caisse au Trésor de Grand Bassam. Cela a été par ailleurs confirmé par de nombreux internautes qui alimentent les réseaux sociaux.

Le gouvernement, au lieu d'apporter un démenti à leurs écrits, a préféré jouer de la chicotte en les enfermant dans les cachots du camp de gendarmerie d'Agban.

Impuissant devant les mutineries qui se succèdent dans les casernes, le gouvernement veut montrer ses muscles aux journalistes qui ne sont pas à sa solde.

Côte d'Ivoire

NUTRI : BRAS DE FER PAYANT POUR LES TRAVAILLEURS

Les travailleurs de Nutri, une entreprise de la zone industrielle de Yopougon exerçant dans l'alimentaire, avaient engagé un bras de fer avec leur patron. Ce qui a mis le feu aux poudres, c'est que celui-ci a tenté de les rouler dans la farine en leur proposant de signer des contrats scandaleux de six mois alors que nombreux sont ceux qui ont déjà plus de deux ans d'ancienneté et se considéraient déjà comme des embauchés et attendaient seulement la signature de leur contrat à durée indéterminé.

C'était mal compter avec la détermination des travailleurs à ne pas se laisser duper. Comme un seul homme, ils ont rejeté les propositions du patron qui voulait leur imposer ce recul. Et comme ce dernier insistait, la mobilisation est montée d'un cran. La menace de grève était imminente. Alors le patron s'est vu contraint de remballer ses contrats.

Malgré ce recul, les travailleurs restent mobilisés car ils n'ont aucune confiance en lui. Il pourrait profiter de la baisse de la mobilisation pour les licencier et les remplacer par des journaliers. Alors ils veulent faire d'une pierre deux coups en exigeant, pendant que la mobilisation est montante, la signature des CDI, ce qui ne serait que justice.

GRÈVE DES TRAVAILLEURS DE PETROCI

Les travailleurs de Pétroci ont observé une grève de trois jours, du 13 au 15 février dernier. Ils protestaient contre la décision de la direction de supprimer leurs acquis tels que l'aide au logement, l'assurance maladie, le paiement de la retraite complémentaire. Cette décision passe mal chez les travailleurs, d'autant plus que dans le même temps le PDG s'offre un salaire mirobolant, des voyages en jet privé, des frais de mission non plafonnés, l'achat de voiture de luxe, etc.

Depuis l'annonce de ces mesures en décembre 2016, les représentants des travailleurs sont dans d'interminables négociations entre l'Inspection du travail et la direction. Voyant que les négociations trainaient et ayant le sentiment que le patron les menait en bateau, les travailleurs sont passés à la vitesse supérieure en arrêtant le travail. La réaction a été plus rapide puisque le ministre de l'Energie s'est vu obligé de se

mêler de la partie pour dit-il « *personnellement traiter ces questions* ».
Les travailleurs ont suspendu leur grève mais ils restent mobilisés car ils savent bien que le seul langage que comprennent gouvernement et patronat, c'est le langage de la lutte.

Côte d'Ivoire

LES TRAVAILLEURS DE CNR FONT RECULER LEUR PATRON

Les ouvriers de CNR, une entreprise canadienne exerçant dans le pétrole et le gaz, ont observé une grève durant une semaine. Ils réclament à leur direction l'embauche directe car depuis plusieurs années ils travaillent pour cette entreprise à travers des agences de placement et de travail temporaire sans jamais être embauchés. Certains ont même plus de 10 ans d'ancienneté comme contractuel. Fatigués de cette situation, les travailleurs sont entrés en lutte, ce qui a été finalement payant.

À l'entame de la grève préalablement prévue pour durer 72 heures, la direction, comme à son habitude s'est montrée arrogante vis-à-vis des travailleurs. Elle a refusé même de les rencontrer. Devant cette arrogance prononcée du patronat, la colère des travailleurs est montée d'un cran. Ils ont alors décrété une grève illimitée. Au bout d'une semaine de grève, le patron a été obligé de revoir sa copie et signer avec les travailleurs les modalités de l'embauche.

Les travailleurs ont repris le travail la tête haute, fiers d'avoir, grâce à leur mobilisation et à la solidarité sans faille, remporté une victoire sur leur patron.

LES FEMMES DE YOUPOUGON SE RÉVOLTENT CONTRE LA PÉNURIE D'EAU

Des centaines de femmes ont bruyamment manifesté le 09 Mars dernier à Yopougon-Sable. Elles protestaient contre la pénurie d'eau dans le quartier depuis plusieurs mois. Munies de bidons, de seaux, et autres boites, elles ont battu le pavé paralysant la circulation et bravant la présence des forces de l'ordre. Elles scandaient des « *on veut de l'eau !*». Les habitants de Micao avaient eux aussi manifesté dans la même période. La multiplication des manifestations a obligé les autorités à recevoir les représentantes des femmes.

À cette rencontre, le directeur de la SODECI et un ministre se sont engagés à résoudre le problème dans un délai d'une semaine. La pénurie d'eau a duré des mois. Il a fallu une bonne manifestation pour que la décision de résoudre le problème soit enfin prise. Cela montre à quel point le gouvernement et Bouygues, le capitaliste qui gère la Sodeci se moquent des populations pauvres !

Les prolétaires n'ont pas de patrie

Tchad

LE CINÉASTE MAHAMAT SALEH HAROUM À LA MANGEOIRE GOUVERNEMENTALE

« Je l'ai acceptée (la proposition) parce que le président de la République me l'a demandé. (…) J'ai demandé des moyens et le président a promis de me les donner. Donc jusque-là, c'est un homme qui tient parole. Je le connais assez bien … »

C'est en ces termes que le cinéaste Mahamat Saleh Haroun devenu célèbre grâce à son film « Un homme qui crie », Prix du jury au festival de Cannes en 2010, est entré dans la mangeoire gouvernementale. Ce film raconte les guerres incessantes qui déchirent le Tchad depuis plus de cinquante ans ; il y dénonce les conflits sociaux sanglants avec ses conséquences désastreuses pour les populations.

Son dernier film, un documentaire intitulé « *Hissen Habré, une tragédie tchadienne* », a été projeté cette année à Cannes. Mahamat Saleh y relate les crimes de Habré en donnant la parole aux victimes, à « *ceux qui ne l'ont pas, qui ne l'ont jamais* » selon ses mots, pour dénoncer publiquement les sévices et les horreurs que les victimes ont subis en prison.

Mais à aucun moment Mahamat Saleh a égratigné l'actuel dictateur Idriss Deby qui pourtant était le bras droit et l'exécuteur des basses œuvres de son ancien maître Habré. On ne peut pas dire qu'il n'était pas au courant de la tristement célèbre DDS (Direction de la Documentation et de la Sécurité), la police politique de Habré et de ses agents qui arrêtaient les gens, les torturaient, les éliminaient, semant la mort, la peur et la désolation parmi les opposants et tous ceux qui critiquaient son régime dictatorial ; un régime de terreur mis en place dès décembre 1982, après sa prise du pouvoir. Habré était soutenu par l'impérialisme français dont l'armée est présente au Tchad depuis 1986 avec l'« *Opération Épervier* »

Mahamat Saleh ne peut ignorer le rôle criminel de Deby, lui qui, pour réaliser ce documentaire, a fouillé dans les archives et interrogé des victimes de la répression. Deby avait lui-même mis en place en 1992 une « *Commission nationale d'enquête* » qui a répertorié les crimes et chiffré à 40.000 le nombre de personnes tuées ou portées disparu. Des personnes s'attendaient donc à ce qu'il lance un mandat d'arrêt international ou une extradition de Habré vers le Tchad pour y être jugé. Mais non ! Et pour cause ! Deby lui-même était trempé dans les crimes et les tortures. Sa « Commission d'enquête » servait seulement à détourner l'attention des familles des victimes sur son maître Habré pour s'en laver les mains tachées de sang.

Tout cela, notre cinéaste le savait mais il comptait, il compte sur Deby qu'il « *connaît assez bien* » et son gouvernement pour promouvoir ses films. Il a sans doute bénéficié des fonds de l'État pour réaliser ses films. Sa collaboration avec le régime de Deby ne date pas d'aujourd'hui. Sa promotion comme ministre du Tourisme n'étonne donc personne.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

Éthiopie

LA SÉCHERESSE N'EST PAS LA SEULE RESPONSABLE DE LA FAMINE

Dans le sud-est de l'Éthiopie, région essentiellement agricole et d'élevage de bovins, la sécheresse sévit depuis trois ans mais cela fait des années aussi que la petite paysannerie subit les conséquences néfastes de la politique des dirigeants au pouvoir.

En 2014-2015, le régime a changé le système foncier et a loué à des investisseurs étrangers environ 3 millions d'hectares de terre. Pour un pays essentiellement agricole, cela a été une catastrophe pour une grande partie de la petite paysannerie dépossédée de sa terre. Des capitalistes de Chine, d'Arabie Saoudite et d'ailleurs ont accaparé de vastes terres fertiles pour lancer une production industrielle d'exportation. En même temps de nombreux paysans ont dû quitter leurs terres avec de vagues promesses de compensation de l'Etat. Ils ont été livrés à leur triste sort sur des petits lopins de terres, sans moyens adéquats pour affronter des périodes de sécheresse.

Par ailleurs, dans sa prétendue politique de développement industriel, l'Éthiopie a commencé la construction de barrages hydroélectriques. Il y a déjà la construction d'une centrale en cours de réalisation sur le Nil. Une autre réalisation (Gibe III) est en cours sur la rivière Omo mais les paysans qui vivent en aval de ce futur barrage gigantesque sont menacés de ne pas avoir suffisamment d'eau pour irriguer leurs parcelles. Malgré cela, le gouvernement a lancé la construction de ce barrage en sacrifiant la population paysanne. La conséquence de cette décision est qu'il suffit d'une sécheresse pour que les populations de la région soient frappées de plein fouet par la famine. C'est ce qui se passe à l'heure actuelle.

D'autre part, depuis plus de vingt ans, il n'y a pas d'État stable en Somalie. Ce pays subit des guerres en permanence. Les populations fuient les zones de combat vers l'Éthiopie et le Kenya. Il n'y a plus de sécurité pour les paysans. Ils ne peuvent plus travailler et mettre de côté pour les périodes difficiles.

Cette catastrophe n'a donc rien de naturel mais découle d'une situation politique et économique où ce sont toujours les pauvres qui en sont les victimes. C'est à cela qu'il faudra mettre fin pour combattre réellement la famine ainsi que bien d'autres fléaux du capitalisme.

Afrique de l'Est

FAMINE ANNONCÉE : HYPOCRISIE DES GRANDES PUISSANCES ET RAPACITÉ DES CAPITALISTES

Antonio Guerres le secrétaire général de l'ONU, a lancé un cri d'alarme en direction des grandes puissances pour que celles-ci débloquent des dons en urgence afin de sauver des personnes menacées de mort par la grave famine qui s'annonce en Afrique de l'Est. En effet la sécheresse frappe à nouveau plusieurs pays de la région : Kenya, Ethiopie, Erythrée, Djibouti, Ouganda et Soudan du Sud. Vingt millions de personnes sont menacées de mort ainsi que leur bétail, si des actions concrètes ne sont pas mises en œuvre dans un bref délai.

Pays de l'Afrique de l'Est menacés par la famine

Les dirigeants de ces pays eux aussi, une fois de plus, tendent la main pour réclamer des aides, mais ce sont des assassins. Ce sont eux qui dans leur soif du pouvoir, massacrent leurs populations et les prennent en otage. Ce sont eux qui volent, pillent et rackettent les gens.

Quant aux dirigeants des pays riches occidentaux, ils sont aussi responsables de cette situation : ce sont eux qui vendent des armes et c'est leur ordre impérialiste qui appauvrit les populations. Ils vont verser quelques larmes de crocodile et faire quelques gestes symboliques. S'ils étaient vraiment sincères, ils ouvriraient leurs frontières pour accueillir les réfugiés qui parviennent à fuir les drames dans leurs pays. Mais au lieu de cela ils les expulsent sans ménagement.

Cependant la sécheresse et le réchauffement climatique ne sont pas les seuls responsables de la famine annoncée. Même lorsque les pluies ne manquent pas, les populations des campagnes mais aussi les travailleurs des villes, s'en sortent difficilement. Nairobi et Addis Abeba sont devenues ces dernières années des métropoles modernes et prospères dans lesquelles des classes sociales privilégiées mènent une existence aisée grâce aux richesses produites par les travailleurs. Ces pays sont exportateurs de produits industriels en direction des riches métropoles capitalistes qui profitent des bas salaires et des mauvaises conditions de travail qu'ils imposent partout, pour réaliser des profits substantiels.

Même durant les périodes de sécheresse des années précédentes, les serres agricoles du Kenya entre les mains des grands trusts de l'agroalimentaire, n'ont pas manqué d'eau grâce à des systèmes performants de forage et d'irrigation. En toute saison, des haricots verts ainsi que d'autres légumes et fruits produits dans ce pays, mais aussi les plantes d'appartements et les fleurs, ont su trouver le chemin des circuits de distribution qui approvisionnent les riches pays d'Europe.

Dans un autre pays tel que le Soudan du Sud, création récente des grandes puissances, la manne pétrolière pourrait être consacrée au mieux-être de la population, si les compagnies pétrolières et la dictature qui protège leurs intérêts, ne dilapidaient pas cette richesse du sous-sol.

Tout cela pour dire que dans cette région comme dans d'autres en Afrique, les phénomènes climatiques ne constituent pas la seule cause des difficultés endurées par la population. D'une façon générale à l'heure actuelle, les capacités productrices de l'humanité n'ont jamais été aussi grandes et il serait possible de nourrir l'ensemble de la population mondiale. Ce monde regorge de richesses. Il faudra renverser ce système capitaliste qui s'oppose à une répartition de ces richesses entre tous et réduit à la famine des millions d'êtres humains.

Madagascar

LE CYCLONE ENAWO EST PASSÉ MAIS LES AIDES DE L'ÉTAT SE FONT ATTENDRE

Les villes d'Antalaha, Maroantsetra, Sambava ainsi que de nombreuses localités situées dans la partie nord-est du pays sont détruites à 90% suite au passage de ce cyclone. Le dernier bilan s'élèverait à 38 morts, mais chaque jour des cadavres continuent d'être trouvés dans les rivières en crue ainsi que dans les habitations ensevelies.

Les sinistrés quant à eux, sont presque abandonnés à leur sort. Lorsqu'ils trouvent un refuge, c'est la plupart du temps chez une famille ou une connaissance. Quelques aides que les sinistrés reçoivent proviennent aussi de l'UNICEF, du PNUD et de l'ONG Care.

Il est vrai que le chef de l'État accompagné par quelques ministres a fait le déplacement. Pour le moment il a dit qu'il veut d'abord constater les dégâts et apporter son réconfort aux sinistrés. De belles paroles ont été dites mais les actes concrets se font attendre.

La capitale Antananarivo a quant à elle, subi de fortes pluies. Les petits cours d'eau tel que la rivière Sisaony sont sortis de leur lit, inondant des habitations limitrophes. Un campement d'urgence situé à Tanjombato (banlieue sud de la capitale) a accueilli 800 personnes. 1600 personnes sont entassées dans le gymnase d'Ampefiloha, transformé en centre d'hébergement. La municipalité a fait ce qu'elle a pu et de nombreuses personnes continuent d'apporter, qui de la nourriture, qui des vêtements, des couvertures etc. La générosité fonctionne et peut-être qu'un téléthon sera lancé pour que l'aide dure.

Il est possible, lorsque le beau temps sera revenu, que en pareille circonstance, la femme du président et celles d'autres personnalités dites de haut rang, fassent des apparitions dans les quartiers sinistrés et que quelques sacs de riz soient distribués avec une forte publicité dans les médias. Cela relèverait de la condescendance, voire du mépris, mais en gros, la plupart des gens n'attendent pas vraiment quelque chose de plus venant des autorités.

IL Y A 70 ANS LA RÉBELLION ÉCLATAIT À MADAGASCAR

Madagascar est devenue colonie française en 1896. Dans ce pays plus grand que la France en superficie, les autorités coloniales ont recouru durant plusieurs dizaines d'années au travail forcé. Cela consistait à enrôler de façon obligatoire et non rémunérée, les adultes, dans tous les chantiers publics ou les concessions agricoles entre les mains des colons sur les terres qu'ils se sont accaparés avec l'appui du pouvoir. Les conditions d'exploitation étaient tellement inhumaines qu'une personne sur cinq succombait suite aux mauvais traitements et à la sous alimentation.

Au lendemain de la 1 ère guerre mondiale, face aux divers mouvements de résistance que ces pratiques engendraient, les colonialistes ont dû assouplir ces pratiques proches de l'esclavage. Le travail forcé fut remplacé par les « *prestations* ». Cela consistait à faire effectuer à chaque homme malgache âgé de 16 à 60 ans, des travaux obligatoires non rémunérés durant 10 à 50 jours par an. A partir de 1926 l'administration coloniale a mis en place le SMOTIG (Service de Main-d'œuvre pour les

Travaux d'Intérêt Général). C'est un service militaire obligatoire de 3 ans.

Durant la seconde Guerre mondiale, le pouvoir colonial avait aggravé les conditions d'existence de la population malgache. Le système de l' « indigénat » a été appliqué de manière systématique. Il permettait à l'administration de condamner de façon impitoyable et sans *jugement*, les personnes qui avaient du mal à payer l'impôt sur la « capitation », ou ceux qui ne fournissaient pas de façon suffisante les produits agricoles exigés par le pouvoir colonial sous forme de réquisition. Toute la production de riz devait obligatoirement être collectée par l' « *Office du riz* ». Une grande partie de cette denrée prenait la direction de la métropole et le restant était vendu à la consommation locale à prix élevé. Les bœufs, les clous de girofle, le caoutchouc, les bois tropicaux et d'autres denrées prisées par les colonialistes, partaient également vers l'hexagone.

Madagascar, sous l'autorité de Vichy a été occupée durant plusieurs mois entre 1942 et 1943 par le Royaume-Uni ce qui a révélé une certaine faiblesse de l'autorité coloniale. Début 1944, lors de la conférence de Brazzaville, De Gaule avait plus ou moins laissé espérer l'autodétermination à ceux qui rejoindraient son camp contre celui de Pétain. Et puis encore les Etats-Unis, nouvelle puissance de premier rang, ne faisaient pas mystère de leur opposition au colonialisme. D'autre part, le retour au pays des anciens combattants malgaches de la 2e guerre mondiale a conforté ce sentiment de vulnérabilité du colonisateur.

La population malgache était exsangue et malgré la répression, des jacqueries ont éclaté en de multiples endroits. Dans la nuit du 29 au 30 mars 1947 toute la partie Est de l'île s'est soulevée. C'était une explosion spontanée. En de maints endroits les vétérans de la guerre ont rejoint la Rébellion. Le 31 mars un camp militaire français est attaqué par plusieurs centaines d'hommes armés de sagaies, de haches et de coupe-coupe. Un mois plus tard les révoltés libèrent 150 prisonniers du camp militaire de Moramanga.

En représailles, les Européens survoltés organisent une véritable milice de tueurs qui se livrent à des carnages. Des renforts militaires composés entre autres de légionnaires, de Nord-africains et de tirailleurs sénégalais sont alors dépêchés par le pouvoir colonial vers Madagascar. Certains y laisseront leur peau. Il faudra au pouvoir colonial plusieurs mois et 89 000 morts pour arriver à briser le mouvement de révolte. Ce chiffre, en un premier temps avancé par les autorités, a été par la suite désavoué, mais il donne cependant une idée de l'ampleur du massacre colonial qui s'est traduit aussi par des tortures, des exécutions sommaires, des pillages et des mises à feu de villages etc.. Parmi les crimes les plus graves, figure celui du 6 mai 1947 quand le commandant du camp de Moramanga fait mitrailler plus d'une centaine de militants du MDRM emprisonnés dans des wagons.

Le MDRM (Mouvement pour la Démocratie et la Rénovation Malgache) était un parti politique qui avait trois députés et espérait obtenir l'Indépendance par des voies légales, constitutionnelles, dans le cadre de l'Union française. Les dirigeants de ce mouvement réprouvaient l'insurrection, ramenée à des « crimes » et des « actes de barbarie et de violence ». Malgré cela le mouvement fut interdit et ses dirigeants ont eu à subir de multiples exactions et tortures car il fallait au pouvoir colonial, désigner des responsables, faire tomber les têtes afin d'enlever à la population toute velléité de s'opposer à son bon vouloir.

Cependant la répression n'a pas résolu tous les problèmes. Le cheminement vers l'Indépendance était inéluctable. L'ère coloniale était révolue et les grandes puissances comme la France et l'Angleterre ont dû, bon gré mal gré, lâcher leur mainmise directe sur les territoires sur lesquels ils régnaient en maîtres depuis plus d'un demi-siècle.

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir